

L'émigration italienne au XIX e et au XX e s.

1) Introduction. Méthodologie. « *Les Italiens ne voyagent pas, ils émigrent* » (Paolo Conte).

* L'analyse de ce phénomène de grande ampleur se heurte à un certain nombre de difficultés. Les sources sont abondantes : des mémoires, des thèses, des études ponctuelles sur tel ou tel pays ou telle ou telle région, ville ou même famille sont nombreux... Mais lorsqu'il s'agit de faire une synthèse générale, les choses se compliquent quelque peu.

- D'abord pour les chiffres : il y a des tableaux très précis à l'unité près, issus des statistiques officielles... or, pourtant, d'une étude à une autre, pour un même espace géographique et selon que l'on considère les départs depuis l'Italie ou les arrivées dans les pays d'accueil, on a des chiffres très différents – en lien, notamment, avec l'émigration clandestine.

- La fourchette chronologique : si la césure des deux Guerres mondiales (1915 - 1945) est admise par toutes les études, le point de départ est extrêmement variable : 1815 (défaite de Napoléon), 1861 (unité italienne), qui ne s'achève qu'en 1870, et souvent **1876**, année où des statistiques sont établies pour la première fois par l'Etat italien qui prend conscience de l'ampleur du phénomène qui vient tout juste de commencer depuis quelques années.

Et le hasard a fait que pile un siècle après : **1976** c'est la date où le phénomène s'inverse : il y a plus de retours que de départs. La fourchette la plus pertinente est donc 1876-1976.

- L'émigration italienne vers d'autres pays s'accompagne ou a été précédée par une très forte émigration **interne** à l'Italie, essentiellement du *Mezzogiorno* vers Rome ou vers le nord qui, souvent, n'a été qu'une étape précédant le départ vers la France, l'Argentine ou les Etats-Unis... Comment est établie la provenance d'un migrant calabrais qui a vécu 10 ans à Milan avant d'aller à Marseille ou à Buenos Aires, par ex. (« *Girovago* » = *voyage-vagabondage*) ?

- Il faudra donc raisonner sur des **ordres de grandeur**, car « *la précision absolue, à l'unité près, est illusoire. L'émigration de A vers B mesurée en A est rarement égale à l'immigration reçue et mesurée en B* ». (Michel-Louis Lévy. INED).

* L'émigration italienne a deux spécificités qu'il convient d'avoir à l'esprit avant de commencer et qui vont guider notre étude :

- La première : Pourquoi (et comment) part-on ?

Il n'y a pas de cause unilatérale au phénomène migratoire italien, du genre : « *on fuit la misère du sud pour aller chercher fortune en France, en Argentine ou aux Etats-Unis* ». Même si cette « toile de fond » économique est toujours présente, et concerne d'abord et tout autant les provinces du nord, il y a néanmoins plusieurs autres causes qui s'additionnent et dont la principale change tous les 20 ou 30 ans au gré de circonstances démographiques, sociales, politiques, coloniales, militaires...

- La deuxième : Quelle est la conséquence pour les pays d'accueil et pour **l'Italie elle-même** ? Contrairement à d'autres migrants européens (Anglo-Saxons, notamment), la majorité des migrants italiens ont conservé des attaches tellement fortes avec leur pays ou leur région d'origine que leur migration n'était que saisonnière, parfois clandestine, dans les pays proches. Et elle était même « *vouée au retour* » ou à l'espoir du retour depuis les pays lointains, surtout quand on constate que l'on connaît une situation pire que celle que l'on a quittée. Ainsi plus d'un tiers des émigrants sont revenus en Italie au bout de quelques années ou pour leurs vieux jours. Mais ceux-là étaient devenus en exil, et sont revenus, plus « **Italiens** » que ceux qui, dans la péninsule, étaient restés avant tout « Siciliens », « Lombards », « Calabrais »... plutôt qu'Italiens ! Autant que Cavour, Mazzini et Garibaldi, « *ils ont fait l'Italie* » en se serrant les coudes dans un environnement souvent hostile.

→ « *Ces immigrés ont su combiner la mémoire douloureuse d'une terre pauvre abandonnée dans l'espoir d'une vie meilleure (...) à l'union des différentes régions d'origine dans une même identité : « Italiens de l'étranger » qui partageaient des liens avec le pays d'origine en même temps que des valeurs, des traditions, des styles de vie qui ont également contribué – non sans difficultés – au développement de la vie économique, sociale et culturelle des pays d'accueil* ». (Lorenzo Prencipe. « Le temps des Italiens » - CSE Roma. 2009).

2) Un phénomène européen, l'Italie au deuxième rang. « *Make America your country...* ».

C'est entre les années 1815 et 1914, que plus de 70 millions d'Européens ont émigré vers le Nouveau Monde ou pour peupler les colonies des différents pays concernés, en Afrique, Asie, Océanie.

- Les causes et les mécanismes en sont connus : croissance de la population (187 millions en 1800, 401 millions en 1900 pour l'Europe), révolution industrielle, mise en valeur des pays « neufs » rendus possibles par les nouveaux moyens de transport (chemin de fer, bateaux à vapeur), raisons politiques ou religieuses pour échapper à la répression ou à la persécution, politique délibérée des Etats, colonisation, « mirage » d'un avenir radieux dans un pays neuf à mettre en valeur entretenu par la presse ou des récits plus ou moins imaginaires.

- Les contingents les plus importants qui ont quitté l'Europe étaient les Britanniques : 22 millions en tout, vers les Etats-Unis (15 millions), le Canada (2,5 millions), l'Australie et la Nouvelle – Zélande (2 millions), l'Afrique du Sud (2,5 millions). Puis, les Italiens : 8 millions (Etats-Unis, Argentine, Brésil), et 7 millions d'Irlandais (Etats-Unis), 5 millions d'Allemands (USA, Canada, Brésil), des Polonais, des Ukrainiens, des Juifs – brimés par le tsarisme russe – qui ont quitté l'Europe en grand nombre (3,5 millions), 1,5 million de Français, essentiellement dans les colonies d'Afrique du nord, comme les Espagnols (1,5 million) vers l'Amérique latine, et les Portugais (1,5 million) vers le Brésil.

→ (A ces 70 millions, s'ajoutent, bien entendu, les migrations entre pays européens dont on ne tient pas compte ci-dessus et qu'il est plus difficile d'évaluer, faute de statistiques dans la première période de cette « fourchette » et parce qu'elles sont le plus souvent saisonnières).

1) Au XIX^e s jusqu'à 1876, les Etats pré-unitaires de l'Italie ne s'intéressent pas à la question même s'ils accordent des sauf-conduits. Il n'y a pas de différence entre départ vers une autre principauté italienne et départ vers la France, par exemple. On n'a donc pas de statistiques et on estime à **2 millions** le nombre de migrants « italiens » avant l'unification, essentiellement vers les pays européens voisins.

2) Puis, la « Grande Migration » a lieu de 1876 à 1915, et devient mesurable grâce à l'établissement de statistiques. Les Italiens ont fourni alors le deuxième contingent de migrants européens vers d'autres continents avec **8 millions** de départs, et le premier contingent intra européen estimé à **6 millions**, soit **14 millions en tout** en 40 ans.

Sur ce total, 44 % concernent donc l'Europe (France, Allemagne, Suisse...), mais les Etats-Unis sont le premier pays destinataire (4,1 millions - 30 %), et l'Amérique latine (23 %).

3) Et, à partir de 1915, les départs vers le continent américain diminuent nettement (**4 millions** : Etats-Unis, Argentine, Brésil... sauf le Canada qui augmente légèrement), et c'est l'Europe (**7,3 millions**), et notamment la France et la Suisse (2,5 millions chacune), qui devient la première destination pour les quelque **12 millions** de migrants supplémentaires de 1915 à 1976. (4,5 millions entre les deux guerres, 7,5 millions après 1946).

- **Au total, entre 27 et 29 millions d'Italiens ont émigré depuis le début du XIX^e s – mais, sur la même période, il y a eu 11 millions de retours, soit 35 à 38 % environ.**

- **Finalement, il y a aujourd'hui plus d'Italiens d'origine dans le monde = « *oriundi* » (60 ou 70 millions naturalisés, auxquels s'ajoutent plus de 4 millions qui ont gardé leur nationalité) ... que d'Italiens en Italie (60,5 millions).**

3) L'émigration vue d'Italie. « *Ciao Italia* ».

L'émigration italienne est donc plus ancienne que cette période de la « Grande Migration ».

- Elle a commencé dès le Moyen-âge lorsque l'Italie n'existait pas comme entité politique unifiée. Il s'agissait de mouvements saisonniers ou pendulaires entre les différentes principautés mais aussi vers les pays les plus proches (France, Suisse, Allemagne, Autriche-Hongrie...). Ils concernaient des professions très spécialisées : banquiers lombards, bâtisseurs

d'églises – on parle toujours de « bandes lombardes » sur les murs extérieurs des églises romanes - des colporteurs, des travailleurs agricoles, des ramoneurs savoyards... Dans cette période, il ne s'agit pas de décision de départ individuel et définitif, mais d'une décision familiale concertée pour améliorer la situation économique de la famille et qui implique le retour périodique ou au bout de quelques années.

- A la Renaissance, il s'agit évidemment, en plus, d'artistes réputés (Léonard de Vinci, bien sûr, mais aussi les peintres de Fontainebleau, Rosso et Primaticci, des architectes à Lyon...). Mais jusqu'au XVII^e s baroque, c'est l'Italie qui attire davantage les artistes européens, même si elle continue de fournir ses peintres et ses architectes un peu partout en Europe et jusqu'en Russie (Saint Petersburg). Mais le « Grand Tour » des élites européennes fait de l'Italie l'étape privilégiée et incontournable renforcée par la découverte de Pompéi et d'Herculanum (1748). Elle reçoit alors plus d'artistes qu'elle en a « exportés ».

- Au XVIII^e s, les choses commencent pourtant à changer. La production agricole de la péninsule n'est pas suffisante eu égard à un début d'accroissement démographique. Le peuplement du Nouveau Monde a largement commencé et laisse des possibilités qui paraissent sans limite. On envisage des migrations définitives, plus lointaines, avec le désir de « s'installer ». Les secteurs professionnels concernés changent et les Italiens vont se spécialiser dans le divertissement (musical surtout), l'hôtellerie et la restauration.

- Dans la première moitié du XIX^e s, après la chute de Napoléon, les migrants sont d'abord des exilés politiques voire des soldats de la Grande Armée qui ont participé à l'épopée napoléonienne et qui sont devenus *non grata* dans l'Italie de nouveau aux mains des Habsbourg, du Pape ou des Bourbons. De même, c'est pendant l'occupation française que les grands travaux effectués au nord vont attirer des travailleurs venus du sud, inversant le flux précédent qui allait du nord sous influence autrichienne vers Naples ou la Sicile.

- Cette émigration « politique » va concerner les proscrits quarante-huitards *carbonari* (Naples, Rome ...) et les opposants anti-autrichiens en Lombardie et Vénétie, vers Paris, Londres, Bruxelles et déjà New York et Buenos Aires... Mais aussi vers l'Egypte pour la construction du canal de Suez (1859-1869) !

- Ce n'est pas encore une émigration de « masse » motivée par la misère des campagnes ou la quasi absence d'industries, donc d'emplois. On estime à **2 millions** le nombre de migrants italiens avant l'unification politique du pays.

- La « Grande Migration » va commencer avec le *Risorgimento*, l'unité italienne. Cette fois, ce sont essentiellement des raisons économiques et des mesures prises au tournant de l'année 1876 (gouvernement De Prétis) qui la provoquent. Protectionnisme, échec relatif de la colonisation, rupture avec la France (à cause de l'affaire tunisienne) qui perturbe les courants commerciaux traditionnels, ce qui entraîne une crise économique qui aggrave la situation : « *On ne part pas forcément parce qu'on est dans la misère, mais parce qu'on craint de s'y retrouver* ». S'y ajoute le mirage du rêve américain entretenu par la presse.

Le pays est dans un état d'arriération affligeant : 70 % de la population est illettrée et parle l'un des nombreux dialectes. La mortalité infantile (200 000 par an), les épidémies (malaria, choléra : 55 000 en 1887) font encore des milliers de victimes. L'industrialisation a à peine commencé en Italie du nord et ne suffit pas à absorber l'excédent de main d'œuvre. Les paysans majoritaires (2/3 de la population) « avides de terres », surtout dans les grands domaines du sud et de la plaine du Pô vont constituer la grande masse de cette migration. S'y ajoutent des troubles politiques (émeutes à Milan, en Sicile) qui vont pousser à un nouvel exil politique de militants socialistes ou anarchistes.

Les gouvernements italiens sont partagés entre les « avantages » que constituent l'éloignement d'opposants politiques d'une part, les transferts de fonds des migrants en direction de leurs familles restées au pays, d'autre part, et l'inconvénient d'un manque de main d'œuvre dont se plaignent les grands latifundiaires du Mezzogiorno et de Sicile.

En 1888, une loi de « réprobation » tente d'empêcher les départs illégaux – notamment les déserteurs de la conscription nouvellement établie - et, surtout, des femmes mariées (« *veuves blanches* ») qu'on veut contraindre de rester en Italie. Mais en 1901, on crée, à l'inverse, des « bureaux d'information et de protection des migrants », notamment dans les ports d'accueil en Amérique, contre les Agences de recrutement (33 existaient en 1895), leurs rabatteurs malhonnêtes, et le trafic d'enfants vendus par des trafiquants.

Dans cette période (1876-1915), c'est une véritable hémorragie : **14 millions** d'émigrés italiens. D'abord vers l'Europe (France, Allemagne, Suisse...) avec toujours la perspective du retour « fortune faite », pour l'achat de terres dans sa région d'origine où la famille est restée. Mais aussi, vers l'Amérique (Etats-Unis, Argentine, Brésil...) où l'on part en famille après avoir envoyé un « éclaireur » du même « clocher » (*campanilisme*) qui les accueillera. Même si la possibilité de retour reste plus aléatoire, elle n'est pas absente. Entre 1900 et 1910, la moitié des migrants italiens vers les Etats-Unis a finalement fait demi-tour !

Un peuplement à tendance néo coloniale est apparu en Afrique du nord (Algérie, Tunisie, Somalie...) : 237 000.

Jusqu'à 1900, ce sont les régions du **nord** qui fournissent les plus gros contingents : Vénétie, Frioul, Lombardie, Piémont... ceci facilité par l'ouverture de grandes voies de communication : col du Brenner (1861), tunnel du Fréjus (1871), col du Saint Gothard (1882), pour les destinations européennes, et des grandes lignes maritimes directes vers l'Amérique.

A partir de 1901, le nombre de départs s'équilibre entre le **nord** (encore majoritaire jusqu'en 1945) et le **sud** (Sicile, Campanie, Calabre...) qui dominera largement par la suite (à l'exception de la Vénétie à destination de la Suisse).

- La Première Guerre mondiale provoque une baisse considérable des départs (1913 : 872 000 – 1915 : 146 000) : peur des combats qui rendent les traversées dangereuses. A l'inverse les retours sont importants vers la « Mère-Patrie » qu'il s'agit de défendre et parce qu'on craint des représailles contre ceux qui ont émigré en Autriche ou en Allemagne.

- La fin de la guerre de 14 modifie radicalement la situation. Des quotas sont institués aux Etats-Unis à partir de 1924. La crise de 1929 met un terme définitif aux grandes vagues migratoires européennes. 1 million d'Italiens seulement sont accueillis aux Etats-Unis entre les deux guerres mondiales, surtout des femmes qui bénéficient du « regroupement familial », mais les retours équilibrent les arrivées dans la décennie 1920 à cause d'une situation particulièrement tendue, de la déception de s'être retrouvé dans une situation pire que celle des frères et sœurs ou des voisins qui sont restés au pays.

« Ce n'est pas une vie, tu travailles et vis pour le travail... Alors qu'en Italie, ceux qui sont restés ont eu une vie meilleure. Mais c'est grâce à nous, à ceux qui sont partis ! » - « Mon père avait un magasin et on habitait au-dessus. On n'était pas malheureux. Mais mon oncle a convaincu mon père de venir ici, en France (à Marseille...). C'était pas vrai qu'on a eu vie meilleure (...) On avait rien, on était rien. (...) La vie meilleure, c'est mes frères (restés en Sicile) qui l'ont eue. Ils ont fait des études, un travail, une vie normale. Je me suis battue pour leur donner ce que j'avais pas eu ».

- Dans la même période, la prise du pouvoir par Mussolini restreint drastiquement l'émigration, considérée comme une « *honte nationale* » - sauf, bien entendu, pour les exilés politiques (en France surtout : 1930 maximum d'Italiens, 808 000 auxquels s'ajoutent 1 million de naturalisés), les tentatives – limitées- de peuplement colonial (100 000 en Ethiopie à partir de 1936)... Et 380 000 travailleurs temporaires - qui ne comptent pas dans les statistiques - pour les usines de l'Allemagne hitlérienne (1938-1941).

Pendant le *Ventennio* fasciste, ce sont surtout des migrations internes qui se produisent : exode rural depuis les régions de montagne et de collines vers les villes industrielles ou les nouvelles régions agricoles (Marais Pontins, Sardaigne...).

Une intense propagande politique fasciste a lieu en direction des « *Italiens de l'étranger* » qui, en très grande majorité, refusent de rentrer. Ceci va contribuer au développement des « *Petites Italies* » où s'organisent des associations visant à une organisation solidaire et définitive de la communauté (mutuelles, syndicats, culture, souvent sur des bases régionales – on peut même

dire dialectales, mais qui vont permettre de « *faire des Italiens* » de tous en apprenant une langue commune qui n'était guère parlée que par 20 % des Italiens d'Italie !), et qui vont constituer après la Deuxième Guerre mondiale, des pôles d'attraction pour de nouveaux migrants, notamment par le regroupement familial enfin autorisé.

L'absence de perspective de retour pendant la période fasciste pousse également à un changement de comportement vers une intégration plus poussée dans le pays d'accueil.

- L'Italie a subi de nombreux dommages pendant la guerre et l'office d'émigration italien estime en 1949 à 4 millions le nombre de personnes « en excès » par rapport à la capacité d'absorption de l'économie italienne. L'émigration va donc être encouragée, y compris pour permettre l'entrée de devises étrangères et pour se débarrasser « d'indésirables ».

Dès 1945, les pays d'Europe détruits (France, Belgique, Allemagne...) attirent une main d'œuvre italienne bon marché (nombreux clandestins et saisonniers). Des villes du sud-est de la France sont littéralement repeuplées par des Italiens. En Belgique (1946), en Allemagne (1955), des accords de main d'œuvre (mines) sont signés, de même en Suisse où ils constituent vraiment des « citoyens de seconde zone ». Ces pays européens accueillent 68 % des 7,4 millions de nouveaux migrants. Au début des années 50, une nouvelle vague se rend surtout en Amérique du sud (Argentine – où, sous le gouvernement de Perón, avaient trouvé refuge les transfuges fascistes -, au Brésil, au Venezuela...) ou en Australie (360 000). Les Etats-Unis, moins de 500 000, à peine plus que le Canada qui « prend le relais » (440 000).

- Dans les années 60, ce sont les migrations internes à l'Italie qui deviennent massives : du sud vers le nord et Rome, modifiant profondément ce qui restait de l'Italie traditionnelle.

- C'est donc au milieu des années 1970 (1973-1976) que la tendance séculaire s'inverse.

La crise pétrolière provoque une limitation, voire une suspension de l'immigration en Europe. A partir de cette date et jusqu'en 2008, les retours (1,675 M) sont devenus équivalents aux départs (1,678 M), mais ceux-ci continuent néanmoins et ont changé de nature.

Ceux qui partent désormais (50 000 par an en moyenne) appartiennent aux classes aisées qui ont craint les « années de plomb » d'instabilité (vers le Canada et l'Australie), mais aussi les jeunes diplômés qui – grâce à Erasmus, notamment – finissent par s'installer dans d'autres pays d'Europe (y compris la GB ou l'Irlande) ou, de nouveau, aux Etats-Unis et au Canada (professeurs, chercheurs, cinéma, publicité...) pour des postes de prestige bien rémunérés. Depuis 2010, en raison de ces nouveaux mouvements, cette émigration « haut de gamme » a fait baisser légèrement la population italienne de « souche » (- 100 000 en 2018 par exemple). En même temps, les migrations internes se sont accélérées : 2 millions du sud vers le nord et Rome entre 2002 et 2017.

- Entre temps, la situation internationale du Bassin méditerranéen s'est totalement modifiée. En raison des guerres dans l'ex-Yougoslavie et au Proche-Orient, des « troubles » en Afrique du nord ou sahélienne, l'Italie est devenue peu à peu une terre d'immigration (Tunisiens en Sicile d'abord comme ouvriers agricoles, Yougoslaves, Albanais dans le bâtiment, Roumains, Marocains, « les bonnes » philippines, des étudiants d'Afrique ou d'Asie...). En 2011, près de 4 millions d'étrangers vivaient en Italie, majoritairement au nord, 5 millions en 2016.

- La situation a brutalement basculé depuis 2011, lorsque, avec la guerre en Syrie, puis en Libye, la fermeture par la Turquie du trajet par la Grèce, c'est l'Italie (Lampedusa) qui est devenue la principale « porte d'entrée » des migrations massives face auxquelles l'UE et ses différentes composantes (sauf l'Allemagne mais pendant une année seulement) ont proprement laissé l'Italie se débrouiller seule avec ce problème, et ce, malgré les drames et les naufrages qui se sont multipliés en Méditerranée. (18 000 morts depuis 2014).

Le résultat est connu : un gouvernement incluant l'extrême-droite de M. Salvini a interdit en 2017 tout nouvel arrivage sur les côtes, a fait refluer les navires des ONG au mépris des traditions de solidarité des « gens de mer » et des règles humanitaires les plus élémentaires. Evincé du pouvoir depuis quelques mois (provisoirement ?), avait-t'il oublié que ses propos

anti-migrants d'alors ressemblent mot pour mot à ceux que les Français, les Américains et d'autres ont tenu si longtemps à l'égard des migrants italiens ?

« Ils ressemblent à des rats », « Ils puent parce qu'ils mettent les mêmes vêtements pendant des semaines », « Les animaux morts trouvent leur tombe dans les estomacs des Italiens qui se lèchent les moustaches », « On dit qu'ils pratiquent régulièrement le vol et, contrariés, deviennent violents (...) Nos femmes les évitent parce qu'ils les violent en sortant du travail », il faut séparer « ceux qui entrent dans notre pays pour travailler et ceux qui veulent vivre d'expédients et d'activités criminelles » - Bureau de l'émigration du Congrès américain 1912.

Ce que nous allons examiner maintenant en étudiant cinq des cas les plus caractéristiques.

3) L'émigration vue des pays d'accueil.

Plutôt que d'une émigration, il vaudrait mieux parler d'émigrations au pluriel, car si elles ont toutes des motivations communes que nous venons d'évoquer, les raisons du choix de tel ou tel pays ont pu être variables et les conditions d'accueil différentes.

- **La France.** « *Bel paese, brutta gente* ».

La France est, en nombre, le deuxième pays d'émigration italienne, le premier en Europe avec **4,3 millions** d'arrivants répartis sur toute la période considérée et très majoritairement originaires des provinces du **nord** de l'Italie.

Une émigration saisonnière en provenance de ces provinces a pratiquement toujours existé en direction du sud de la France. Ce sont des ouvriers agricoles embauchés pour les moissons, les vendanges, les récoltes. Profitant de ces flux saisonniers, plusieurs milliers de clandestins – y compris des réfugiés politiques anti-autrichiens - se sont installés en France avant et pendant le *Risorgimento*.

La France entend faciliter une émigration de main d'œuvre. En effet, la démographie française fait exception en Europe. Au cours du XIX^e s, sa population a progressé beaucoup plus lentement (de 28 à 39 millions, + 40 %) alors que le reste de l'Europe a plus que doublé (+ 115%). En France, depuis le milieu du siècle, l'idéal social de la bourgeoisie, pour des questions d'héritage, est « l'enfant unique », si possible un garçon !

Plus de **1,7 million** de migrants italiens s'installent en France durant la « Grande Migration ». Ils y trouvent facilement du travail dans plusieurs secteurs selon les régions : ouvriers agricoles dans le sud-ouest (plutôt bien appréciés pour leur qualification, ce qui est rare), mineurs dans le nord et en Lorraine (Villerupt - Dudelange), sidérurgistes à Caen ou en Moselle, carriers dans les Vosges, ouvrières du textile (Roubaix), ouvriers du bâtiment et des travaux publics à Lyon (où ils sont très nombreux) ou à Grenoble, sauniers en Camargue (Aigues Mortes), pêcheurs à Sète, commerçants, restaurateurs en région parisienne (Montreuil, La Courneuve, Argenteuil), ouvriers dans les usines de production d'huile, de savon, de verre et les chantiers navals de Marseille (la ville la plus italienne de France : 20% de la population), horticulteurs, ouvriers maçons, commerçants, couturières, musiciens à Nice. Partout, les conditions de travail sont très dures, y compris pour des enfants forcés à la mendicité ou à travailler comme ramoneurs ou cireurs de chaussures (« décrotteurs » à Marseille) par leurs parents ou de véritables mafias organisées.

Quelques réussites sociales également : les pâtes Scaramelli à Marseille.

Les accidents sont fréquents : effondrement du barrage d'Izcourt en Ariège en 1938 : 28 morts dont 26 Italiens. C'est parfois pire en Belgique : désastre minier à Marcinelle, 262 morts dont 136 Italiens en 1956. En Suisse : un éboulement tue 88 ouvriers, dont 55 Italiens...

Souvent illettrés, peu qualifiés, pauvres et mal payés, ils sont considérés comme des « marginaux » sales, vivant dans des baraquements, des taudis « *des tavernes aux insupportables exhalaisons de cuisine* ». Ils sont accusés par de nombreux ouvriers français d'être des rivaux « *qui prennent le travail et mangent le pain des Français* ».

Ders actions racistes, xénophobes se sont multipliées : juin 1881 à Marseille, 15 000 manifestants anti-Ritals (trois morts, 21 blessés), 1882 à Beaucaire (4 morts), août 1893 à Aigues-Mortes (huit morts, 50 blessés), 1894 à Lyon (La Guillotière) après qu'un Italien (Caserio) a assassiné le Président de la République Sadi Carnot.

La presse joue un rôle néfaste en relevant systématiquement les faits divers dont des Italiens se sont ou se seraient rendus coupables.

Pour répondre à ce climat souvent tendu, les migrants italiens vont adopter deux attitudes contradictoires :

- Certains, pour protéger la communauté, se regroupent par quartiers, souvent *campanilistes*, des « petites Italies » et s'organisent en associations culturelles, sportives, en société de secours mutuel (Lyon).

- D'autres, au contraire, cherchent à s'intégrer, à s'assimiler, en faisant « oublier » leurs origines et leurs traditions, en se faisant naturaliser ou en montrant un zèle patriotique, comme ces Italiens d'Aigues Mortes (!) qui s'engagent à combattre en 1914 du côté français, même si l'Italie restait dans le camp adverse et comme le fit Peppino Garibaldi, petit-fils du Héros national qui a lancé un appel pour constituer une « légion garibaldienne ». Six des petits-fils de Garibaldi s'engageront (deux seront tués dans les premiers mois de la guerre).

La proximité culturelle et religieuse entre la France et l'Italie finit, grâce à l'école et à la socialisation au travail, par faciliter cette assimilation qui semblait, au début, pratiquement impossible.

Avec Mussolini, la France devient un pays refuge pour les antifascistes. C'est le moment (1930) où la France compte le plus d'Italiens (808 000), localisés dans les régions frontalières, les régions minières (nord et est), la région parisienne, et les régions viticoles.

Mussolini tente, sans succès, de créer des « *Case del fascio* », allant jusqu'à commanditer des assassinats politiques sur le sol français (Frères Rosselli en 1937), mais la France du Front Populaire va permettre la naturalisation de ces militants qui renforcent d'ailleurs les organisations de gauche et les syndicats français. En 1937, la CGT comptait 130 000 adhérents italiens.

Mais avec la conquête de l'Ethiopie (1936) et la déclaration de guerre à la France en 1940, les Italiens apparaissent d'abord comme des ennemis, jusqu'en juin 1940. Puis comme des opposants politiques dangereux par le régime de Vichy s'ils étaient réfugiés antifascistes (Silvio Trentin) et ils rejoindront dans des camps les Espagnols antifranquistes – dont les femmes à Rieucros près de Mende en Lozère – qui seront internées jusqu'en octobre 1942 avant d'être transférées dans le Tarn.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'émigration italienne reprend (**1 million**), mais ce sont la Suisse et l'Allemagne qui accueillent le plus de migrants temporaires dans cette période. Pour des besoins de main d'œuvre. (En Suisse, il ne reste que 315 000 Italiens en 2015, au lieu de 2 millions dans les années 1960) *.

Dans le même temps, l'émigration vers la France concerne de plus en plus des Espagnols, puis des Portugais, des Maghrébins, des Africains... qui, à leur tour, deviendront les boucs émissaires et subiront les réactions d'hostilité d'une partie de la population !

Pour les Italiens, il s'agit alors d'une émigration légale, contrôlée, liée à des contrats de travail et à une volonté d'intégration qui ne pose plus de problème. Les naturalisations se multiplient (500 000), d'autant que les enfants acquièrent automatiquement la nationalité française.

Les retours au pays sont également nombreux à partir des années 1970. Le nombre d'Italiens chute de 570 000 en 1982 à 330 000 en 2008.

La plus grande partie des Italiens d'origine a donc été naturalisée et est parfaitement intégrée dans le « creuset » français, ce qui ne pose plus aucune difficulté. Au contraire, des artistes, des sportifs, des intellectuels d'origine italienne sont considérés comme étant des Français à part entière souvent revendiqués avec fierté comme étant des « nôtres », sans la moindre référence à leur origine (Par exemple : à Sète, qui sait que Paul Valéry et Georges Brassens sont d'origine italienne ?). « *Tout Français a deux patries : la sienne et l'Italie* » (G. Barbier).

(* : **La Suisse** nécessite une explication particulière de 1950 à 1976, puis aujourd'hui :

- Dans les années 1950, on lance en Suisse de grands chantiers: barrages, routes, tunnels... Et la main d'œuvre manque. On fait donc appel à des travailleurs étrangers dont de nombreux Italiens, principalement originaires du sud du pays.
- Des ouvriers peu ou pas qualifiés arrivent alors en masse. Entre 1950 et 1970, le nombre d'Italiens travaillant en Suisse est multiplié par quatre. A l'époque, ils représentent 54% de la population étrangère du pays.
- On leur impose à la frontière un examen médical humiliant. Ils habitent souvent des baraquements sommaires et exercent des métiers difficiles, voire dangereux.
- En outre, leur statut de saisonniers ne les autorise à rester en Suisse que neuf mois par an et ils n'ont pas le droit de travailler lorsqu'ils rentrent en Italie.
- Les familles de ces immigrants ne peuvent pas, légalement, s'établir en Suisse avec eux. Certaines viennent malgré tout et vivent le plus discrètement possible. Dans les années 1970, des centaines d'enfants vivent cachés, sans pouvoir sortir ni être scolarisés. Ce sont "les enfants du placard".
- En cas de licenciement, un travailleur saisonnier italien devait retourner dans son pays d'origine où il n'avait pas droit à l'assurance chômage, ni à aucune autre prestation sociale. (...).
- Depuis 2008, en Suisse, sur le marché du travail, il y a une demande très forte de personnes hautement qualifiées. Les Italiens sont désormais considérés comme des citoyens européens et bénéficient ainsi de la perception positive de l'immigration dite «proche»).

- **L'Afrique du nord (Algérie, Tunisie).** « *Tunisia nostra ?* »

Il s'agit d'une proximité géographique et d'arrière-pensées coloniales : **200 000** environ.

- Les côtes algériennes sont fréquentées depuis longtemps par des pêcheurs (de coraux notamment) italiens dont certains finiront par s'installer (La Calle, Alger, Philippeville) et qui vont constituer leurs propres quartiers. Colonie française depuis 1830, la France trouve peu de volontaires pour s'y installer et coloniser le pays (On y envoie les proscrits de juin 1848 et des prostituées). C'est donc pour mettre en valeur le pays que les Italiens seront accueillis dans les secteurs des mines (fer et plomb) et de la construction de bâtiments, de routes, de chemins de fer. Bône devient même une ville où les colons italiens sont majoritaires. Des commerçants et des artisans les rejoignent et renforcent les particularités culturelles des quartiers italiens. On comptera au maximum 44 000 Italiens en 1886 dont on peut dire qu'ils ont largement participé à la colonisation de l'Algérie. Dans les années 1930, les rivalités avec Mussolini vont aboutir à une assimilation par naturalisation française (refusée aux Arabes) et à un déclin de la présence italienne (20 000 en 1940). Mais devenus « Pieds noirs », comme les Français, souvent proches de l'OAS, ils ont dû quitter l'Algérie à l'indépendance en 1962.

- Plus important encore est le cas de la Tunisie. Là encore des Italiens sont présents en Tunisie depuis le XVI^e s dans ce territoire dépendant de l'Empire Ottoman jusqu'en 1881. Les Italiens sont alors environ 11 000, pour l'essentiel dans la région de Tunis et de Bizerte. Or, avant que les Français ne s'en emparent par « perfidie », l'Italie envisageait de conquérir la Tunisie comme « prolongement » naturel de son territoire. L'annexion française aura des conséquences extrêmement importantes puisqu'elle incitera l'Italie à rejoindre l'Alliance militaire avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en 1882 (la Triple) et à rompre les relations commerciales privilégiées qu'elle avait avec la France. Mais, comme en Algérie, la France est incapable d'y attirer beaucoup de colons (à part les militaires et les fonctionnaires coloniaux). Les Italiens vont donc continuer de s'y installer et dominent les activités économiques et culturelles. Ils sont 130 000 en 1911, pour 35 000 Français. Un rapprochement avec la France en 1896 avait abouti à un accord particulier : les Italiens de Tunisie le resteront sans obligation d'acquiescer la nationalité française, même pour leurs

enfants (contrairement à l'Algérie). Bien entendu, cette présence italienne plus importante pousse Mussolini à revendiquer sa « *Tunisia Nostra* » qu'il parviendra à conquérir en 1940 jusqu'au repli de l'Afrika Korps de Rommel en 1943. L'empreinte italienne est restée très forte, notamment dans le quartier de La Goulette à Tunis, en particulier sur le plan architectural où les Italiens ont construit nombre de bâtiments de style « *Liberty* » (L'Art nouveau italien.).

- **Les Etats-Unis.** « *La Merica ... as well as your home* ».

Les Etats-Unis ont reçu le principal contingent de migrants italiens : **5,7 millions**, dont **4,1 millions** avant la Première Guerre mondiale et surtout de 1901 à 1910. Ensuite, l'émigration a été sévèrement contrôlée et limitée : **1 million** entre les deux guerres, **500 000** après 1945.

18 ou 20 millions d'Américains sont aujourd'hui descendants d'Italiens, ce qui ne fait que 6 % de la population, loin derrière les WASP, les Latinos, les Noirs et les Asiatiques.

Pourtant, l'émigration italienne a profondément marqué et est une composante essentielle de l'histoire des Etats-Unis.

Un aspect doit être signalé : contrairement aux pays européens dont l'apport de migrants italiens avait commencé plus tôt et provenait majoritairement du nord, avec l'espoir d'un retour possible, les migrants vers les Etats-Unis provenaient majoritairement du **sud** (Sicile, Campanie, Calabre) notamment dans la période de plus forte émigration (1901-1910). Cela est dû au fait qu'elle commence plus tard, qu'elle concerne des régions encore plus pauvres, de paysans encore plus « avides de terres », désespérés par l'échec des révoltes agraires des années 1880 et qui ne voient d'avenir que dans un départ lointain et qu'on conçoit définitif, avec armes et bagages et toute la famille, ce que les Etats-Unis autorisent dans cette période où ils ont besoin de peupler et de mettre en valeur leur immense pays.

Des Agences spécialisées (33 en 1895) et des compagnies maritimes (Ancône. 1908) se mettent en place pour organiser le transport maritime vers les Etats-Unis ou l'Amérique du sud, dans des conditions épouvantables pour les 3^e classes dans la soute sans confort, sans hygiène et parfois sans nourriture. Des épidémies se déclarent à bord : le choléra pour le *Matteo Bruzzo* qu'on maintient en quarantaine au large (de l'Uruguay) jusqu'à ce que « mort s'en suive ».

De nombreux naufrages sont à déplorer qui font des centaines de victimes : 549 morts en 1898 sur le bateau *La Bourgogne* parti du Havre, plus de 500 en août 1906 à bord du *Sirio* dont on découvre qu'il transportait de nombreux clandestins qu'il aurait débarqués avant d'accoster à New York... (Ceci est vrai également pour d'autres navires à destination du Brésil, de l'Argentine ou de l'Australie).

A l'arrivée, les migrants font le passage obligé par Ellis Island (1892), après avoir aperçu la « Statue de la Liberté » qui les a tant fait rêver. Après un examen médical et 29 questions d'ordre personnel, ils sont pratiquement tous admis. Mais, en 1909, on doit posséder 20 \$ et en 1917, on y ajoute un test d'alphabétisation, puis en 1924, un test linguistique à minima et des quotas. En 1929, la sélection des migrants est confiée aux ambassades des différents pays et Ellis Island devient un centre de rétention pour les refoulés. (Plus de 100 000 chaque année dans les années 1930).

Malgré les incitations du gouvernement américain à mettre en valeur l'ensemble du territoire, les Italiens, craignant l'isolement loin du « *campanilisme* » qui les réunit par quartiers dans de nombreuses « *Little Italy* » qui les isolent mais qui les protègent par de multiples solidarités, sont restés pour l'essentiel dans la région du nord-est industriel : New York, New Jersey, Chicago. (Une petite communauté à San Francisco en lien avec la construction des chemins de fer transcontinentaux).

La « distance » ethnique et culturelle entre Italiens et Américains Anglo-Saxons d'origine est encore plus grande qu'en France. Les conflits sont fréquents, notamment avec les Irlandais, très nombreux et maltraités eux aussi, mais concurrents pour les emplois à bas salaires (Dockers à New York, par exemple).

Le rejet et le mépris pour les Italiens n'en seront que plus virulents car ils accompagnent le cynisme d'un capitalisme sauvage et sans scrupules : « *Ils construisent des baraques en bois et aluminium dans les banlieues des villes où ils vivent. Quand ils arrivent à se rapprocher du centre ville, ils payent le prix fort pour la location d'appartements délabrés* » (...)

« *Nous proposons, alors, de privilégier l'arrivée des Vénitiens et des Lombards, retardés mentalement et ignorants, mais plus que d'autres disposés à travailler. Dans le but de réunir leurs familles, ils acceptent les habitations que les Américains refusent et ne font pas d'histoire sur les salaires qu'on leur donne* ». Bureau de l'émigration du Congrès américain (1912).

Les conditions de vie sont si difficiles, la déception si forte, que près de **la moitié** des migrants retourne au pays dans ces années de très forte émigration. Mouvement qui se prolonge dans les années 1920.

Après la Première Guerre mondiale, les Etats-Unis durcissent considérablement les conditions d'émigration, limitant à 2 % de l'effectif de chaque communauté en 1890, le nombre de nouveaux migrants autorisés (National Origins Act).

La méfiance à l'égard des Italiens qui avait déjà conduit au lynchage de 11 d'entre eux à La Nouvelle Orléans en 1891, a été renforcée par le développement de la Mafia criminelle (Al Capone), facilitée, d'ailleurs, par la prohibition de l'alcool décidée par les autorités américaines, et par les exilés politiques « socialistes » ou « anarchistes », accusés d'attentats et de meurtres, tels Sacco et Vanzetti, exécutés en 1927 malgré une campagne internationale pour leur sauver la vie. La méfiance et le rejet des Italiens prennent une connotation politique, une menace contre l'ordre établi, d'autant que les ouvriers italiens politisés par les opposants au fascisme réfugiés aux Etats-Unis participent aux mouvements sociaux, aux grèves et intègrent peu à peu le mouvement ouvrier américain réticent jusque là à les accepter dans les syndicats.

L'intégration a donc été particulièrement difficile, même si une bonne partie des Italiens vont faire les « efforts » nécessaires pour devenir des « Italo-américains » qui se distinguent par des traditions religieuses (catholique), ou culturelles, des habitudes alimentaires, mais qui essaient de se fondre dans le mythique « melting pot » américain qui est resté en fait une juxtaposition de communautés.

Plusieurs journaux s'en font les porte-paroles : *Il progresso italo-americano*, dont Mussolini, de loin, tentera de prendre le contrôle.

A la fin des années 30 et lors de la déclaration de guerre en 1940/41, une campagne anti italienne est de nouveau lancée, à laquelle répond l'engagement de plus de 800 000 *oriundi* dans l'armée américaine, y compris contre leur pays d'origine allié à Hitler et au Japon.

Dans les années 1960, au moment du Mouvement des Droits Civiques en faveur des Noirs, certains Italo-américains vont faire du zèle pour prouver leur « blancheur » en s'opposant à l'égalité raciale et à de nouvelles vagues d'émigration. Un comble !

Aujourd'hui, comme en France, la société américaine s'est trouvée de nouveaux boucs émissaires latino-américains contre lesquels M. Trump veut construire un mur. Les *oriundi* italiens ne sont plus un problème. Ils ont même trouvé toute leur place dans la vie politique, le sport, la musique, le cinéma... au point d'oublier leurs origines : 550 000 seulement sur 18 ou 20 millions parlent correctement l'italien en 2013.

- L'Argentine. « *Governar es poblar* ».

La plus grande ville italienne n'est ni Rome, ni Milan, mais Buenos Aires. On estime que plus de 3 millions de descendants d'Italiens vivent dans cette capitale de 12 millions d'habitants. De même, 45 % des Argentins actuels ont au moins un ancêtre italien.

L'Argentine est le deuxième pays d'émigration italienne outre-Atlantique (derrière les Etats-Unis) avec plus de **3 millions** de migrants, représentant près de la moitié des immigrants sur toute la période, plus nombreux que les Espagnols.

La première vague jusqu'à 1915 (**1,8 million**), issue du **nord** de l'Italie en majorité, a été longtemps composée de saisonniers... pourtant à 11 000 km et trois semaines de mer de chez eux ! On les appelait les « hirondelles » (*Golondrinas*). Ils venaient pour la saison des moissons (décalée avec l'hémisphère nord) et rentraient ensuite en Italie.

Puis, peu à peu, ils s'installent dans la province de Santa Fe et dans la Pampa humide où ils louent des terres (confisquées aux Indiens dans les années 1880) avant de pouvoir les acheter, lorsque les autorités argentines, qui déclarent *Governar es poblar* (« gouverner c'est peupler »), les encouragent à rester.

En 1914, les 2/3 des producteurs agricoles ou d'élevage sont des Italiens d'origine. Ce sont les Italiens (et des Français) qui ont introduit la culture de la vigne.

D'autres s'installent en ville et, pour l'essentiel, à Buenos Aires que les Italiens vont marquer d'une profonde empreinte culturelle (architecture, danses, opéra, musique : le tango – même si le plus grand chanteur de tango est un toulousain : Carlos Gardel ! – traditions alimentaires, le football – Club de Boca Junior ... et la création de sociétés de secours mutuel et d'un hôpital pour tous les Italiens, moyens de dépasser le « *campanilisme* »). Cet apport culturel est d'autant plus facile qu'ils étaient proches des Espagnols (langue, religion), ce qui n'a pas posé de problème d'intégration. Deux dialectes argentins sont un mélange d'espagnol et d'italien !

Une deuxième vague importante correspond aux années 1920, lorsque les Etats-Unis limitent l'immigration chez eux. L'Argentine accueille près de **700 000** Italiens supplémentaires qui s'installent surtout en ville (Buenos Aires, Santa Fe, Cordoba...) qu'ils vont largement dominer, y compris sur le plan économique (banques, écoles, professions libérales, commerçants, industries textiles, armateurs...). Parmi eux, de nombreux exilés politiques, anarchistes notamment (Errico Malatesta), qui vont politiser la classe ouvrière argentine naissante. Mais beaucoup d'autres sont restés misérables.

La dernière vague de migrants italiens (1945-1950) est nettement moins sympathique puisque la dictature de Juan Perón a permis l'accueil des fascistes italiens (Vittorio Mussolini) qui vont s'y exiler (comme les anciens nazis, et en Uruguay, au Brésil aussi...).

La dictature des généraux (1976-1983) a provoqué l'exil et le retour au pays de près **d'un million** d'*oriundi*, c'est l'une des raisons de l'inversion de tendance départs/retours en Italie à partir de 1976.

L'Argentine reste cependant le pays d'émigration qui est le plus fortement marqué par la présence italienne. D'ailleurs, même le drapeau argentin a été imaginé par un italien : Manuel Belgrano.

- Le Brésil. « *Ciao Italia. Vado a Vivere in Brasile* ».

L'émigration italienne au Brésil constitue aussi la première population de migrants jusqu'au début du XX^e s (**1,3 million**), bien plus que les Espagnols ou les Portugais qui ne prendront le relais qu'à la veille de la Première Guerre mondiale.

Là encore, la première vague provenait en majorité de l'Italie du **nord** (Vénétie en particulier, les *Venetos* formant une communauté assez fermée au Rio Grande do Sul – pour l'indépendance duquel Garibaldi s'est battu !) et avait deux motivations. D'abord, remplacer

les esclaves dans les plantations caféières, puisque l'esclavage a été aboli au Brésil en 1888. Les Italiens, blancs, catholiques, fournissaient une main d'œuvre qu'on pensait plus docile et aussi bon marché que les anciens esclaves qu'il fallait maintenant rémunérer.

La deuxième motivation était la mise en valeur de cet immense territoire, surtout après la guerre contre le Paraguay (1864-1870) qui agrandit encore plus le territoire brésilien. Or, une grande partie de ces terres appartenaient formellement aux Indiens. Ce sont donc des migrants italiens que le gouvernement brésilien chargea de cette conquête : éliminer les Indiens « *chassés de leurs terres ou tués comme du gibier* », en échange de la propriété pour 5 ans sur les parcelles de terre ainsi conquises, puis la possibilité d'achat. Les Italiens ont introduit la viticulture, le blé, le fromage et ont bouleversé les habitudes alimentaires.

La deuxième vague de migrants italiens venait plutôt du **sud** (Campanie, Sicile...) et a fourni la main d'œuvre industrielle (ex : à Sao Paulo, 90 % des ouvriers sont Italiens en 1901), des artisans et des commerçants, dont certains connaîtront une réussite sociale assez spectaculaire et, par conséquent, une influence culturelle non négligeable.

Ce sont les mesures prises en Italie en 1901 pour interdire les trafics des agences de rabatteurs, en même temps que les rumeurs sur les conflits sanglants avec les Indiens qui vont faire chuter l'émigration italienne à partir de 1902.

Les guerres en Europe, le fascisme de Mussolini, et la législation brésilienne elle-même, limiteront drastiquement l'émigration italienne au Brésil au cours du XX^e s.

C'est le Venezuela qui prendra le relais après 1945 avec plus de **260 000** migrants italiens.

Conclusion. « *Ô triste mer ! Sépulcre où tout semble vivant* ». V. Hugo.

Bien entendu, chacun de ces exemples – et d'autres dont j'ai à peine parlé – pourrait faire l'objet d'une conférence à lui tout seul.

J'ai essayé surtout de dégager les principaux caractères de cet important phénomène en adoptant d'abord le « point de vue » du pays de départ, puis celui des principaux pays d'accueil qui ont été profondément marqués par les apports de cette population étrangère dont beaucoup de membres sont devenus de nouveaux citoyens de ces pays, mais après avoir subi les pires avanies racistes et xénophobes, des conditions de vie, de travail et d'exploitation extrêmement dures.

Beaucoup d'auteurs italiens regrettent que, pendant trop longtemps, l'étude de ces apports a été négligée et, plus encore, ce que ces migrants ont apporté à la construction de l'identité de la « Mère Patrie » qu'ils soient établis loin d'elle ou qu'ils y soient revenus, plus « italiens » que quand ils sont partis et que ceux qui y sont restés.

Enfin, on peut aussi regretter qu'une partie de l'Italie d'aujourd'hui, devenue à son tour un pays d'immigration sans y avoir été préparée, oublie ce que ses ressortissants de jadis ont subi dans les pays où ils ont migré, avant de finalement devenir des citoyens comme les autres qui ont contribué à leur enrichissement économique et culturel, dans la solidarité et le respect mutuel construits au fil du temps entre anciens habitants de « souche » et nouveaux arrivants.

« *Comment pouvons-nous comprendre ce que nous sommes devenus si nous n'acceptons pas ce que nous étions vraiment, c'est-à-dire semblables aux immigrés d'aujourd'hui ? Nous disons aussi d' « eux » ce que Français et Américains disaient de nous : ils volent le pain, ils mettent leurs enfants en esclavage, ils en font trop, ils sont sales, parasites comme des rats, de la racaille à lyncher (...)* Cette année 2017 nous rappelle que l'Italie est devenue à son tour une nation d'immigrés. Faire acte de mémoire de notre passé d'émigrants est utile pour se confronter avec notre monde actuel, qui impose un examen de conscience pour lutter contre la xénophobie » (*). (Rocco Femia : « Italiens, 150 ans d'émigration ». (EDITALIE éditions 2017).

Les pays qui ont accueilli le plus d'immigrés italiens de 1876 à 1976

Etats Unis	5.691.305
France	4.317.394
Suisse	3.989.813
Argentine	2.968.084
Allemagne	2.452.585
Brésil	1.456.914
Canada	637.123
Benelux	535.031
Venezuela	285.059
Royaume Uni	263.598

Régions d'origine: Vénétie : 3,1 M, Campanie : 2,7 M., Sicile : 2,6 M., Lombardie : 2,3 M., Frioul : 2,2 M., Piémont : 2,1 M., Calabre : 1,8 M., Toscane : 1,2 M., Pouilles : 0,8 M., Latium : 0,6 M., Abruzzes : 0,5 M,...

Maurice MARTIN.
Professeur d'histoire honoraire.

(*) Il est assez significatif que cet « *examen de conscience* » se soit manifesté depuis quelques mois dans un mouvement spontané de jeunes dit « *des sardines* » (cf : « *serrés comme des sardines* » pour faire nombre dans les manifestations) qui proteste contre les thèmes anti migrants et la violence développés par l'extrême-droite italienne.